Parti Socialiste
Convention nationale extraordinaire d'Alfortville
Dimanche 13 janvier 1980

Sommaire

Le président (Gaston Defferre) 1
Jean-Pierre Chevènement 1
Pierre Bérégovoy 5
Pierre Ury 7
Michel de la Fournière 8
Louis Mexandeau 10
Le président (Louis Mermaz) 12
Paul Quilès 12
Michel Coffineau 13
Raymond Courrière 16
Alain Richard 17
Moret 19
Jean Pierre Cot 20
Pierre Joxe 21
Pierre Bérégovoy 21
Lionel Jospin 26
Paul Quilès 26
Lionel Jospin 28

(Après -midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Gaston Defferre.

Le président (Gaston Defferre)

Mes chers camarades, la séance est reprise. Nous allons entendre successivement différents rapporteurs et tout d'abord Jean-Pierre Chevènement.

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, un travail considérable a été effectué dans les fédérations et je ne céderai pas à la sollicitation qui m'a été faite de citer celles qui ont le mieux travailler. Travail considérable également effectué dans les forums hier soir dont les amendements qui ont été discutés ont été soumis à la Commission des résolutions qui a siégé toute la nuit jusqu'à 6 h du matin. Au total 180 amendements d'importance inégale, certains très développés, d'autres étant des amendements de forme ont été acceptés.
C'est dire que le travail effectué dans le Parti, dans les sections et les fédérations, a permis, je le crois, d'enrichir considérablement le texte du projet.
Une Commission de relecture et de mise en forme de 30 membres sera

Fondation Jean-Jaurès

constituée de telle manière que le projet puisse être envoyé à l'imprimerie, édité, publié, comme Christiane Mora, ce matin, vous l'a annoncé.
Un grand nombre d'amendements ont été accepté, un nombre important, une vingtaine, ont été rejeté par des votes en Commission des résolutions. Celle-ci, réunie à nouveau tout à l'heure, il est apparu qu'un seul amendement avait été maintenu, c'est celui que vous connaissez bien, c'est l'amendement de la page 9. A la vérité deux versions réécrites vous seront soumises et seront défendues tout à l'heure après le rapport par Pierre Bérégovoy, pour la majorité, et par Pierre Ury pour les minorités.
J'ajoute qu'un vote interviendra également sur le problème de la transformation de notre système énergétique ; non seulement les deux options que vous connaissez seront soumises au vote, mais il a paru utile à la Commission des résolutions, pour faire droit à certaines sensibilités qui se sont exprimées en maintes fédérations, de vous soumettre également une option 3.
Il y aura donc trois rapporteurs qui seront : Paul Quilès, Michel Coffineau, et, je crois Alain Richard, qui défendront les trois options.
Je vais maintenant vous présenter les résultats des travaux de la Commission des résolutions concernant les deux premières parties du projet Socialiste : "Comprendre, Vouloir" et la première priorité de la 3ème partie, c'est à dire que je vais rendre compte des travaux des deux
Forums et de l'examen qui en a été fait par la Commission des résolutions. Je passerai, si vous voulez bien sur certains amendements de pure forme, pour ne citer, aussi rapidement que possible, que les amendements les plus importants.
C'est ainsi que page 9 nous avons accepté un amendement qui inverse l'ordre des sensibilités nouvelles en mettant le féminisme au premier plan, avant l'écologie.
Egalement, un amendement sur l'église : La référence à l'église catholique a été repoussée, il était question de supprimer cette référence sous prétexte qu'il y aurait plusieurs églises, mais il a paru que l'église catholique étant majoritaire en France, il était judicieux de souligner l'évolution de certaines de ses positions. J'ajoute que l'usage du terme "monde chrétien", un peu plus bas, rejoignait l'esprit de l'amendement proposé.
Page 9 également, il y a cet amendement qui sera soumis au vote et défendu tout à l'heure, à la fin de mon rapport, je n'y reviens pas.
Page 15, un amendement important a été adopté, portant sur le problème des identités régionales. Il est assez long, je ne vous le lis pas, il montre les raisons qui font que cette prise de conscience de l'identité régionale est apparue à travers les bouleversements nés de la croissance capitaliste, il montre que cette réaction peut prendre des formes diverses, réactions de type Socialiste qui s'inscrit dans le cadre d'une option Socialiste. Cet amendement a été adopté à l'unanimité.
Un certain nombre d'amendements concernant les problèmes de l'U.R.S.S. ont été rejeté, par exemple celui qui visait à substituer la notion d'impérialisme au sens "exportation de capitaux" et "extorsion de la plus-value" à la notion mondiale, à la notion d'hégémonisme et d'expansionnisme. Le texte a été

maintenu.
De même, a été rejeté un amendement qui visait à supprimer toute mention faite de l'élévation du niveau de vie des masses en Union soviétique.
De même, a été rejeté un amendement qui visait à inscrire le goulag dans la postérité de Marx et de Lénine.
De même a été rejetée une allusion au Pacte germano-soviétique, à propos de la 2ème guerre mondiale.
En revanche, une phrase a été acceptée concernant la nature du système, qui n'a pas été modifiée, pour indiquer que le recours aux internements psychiatriques en était le témoignage.
De même a été adoptée une rédaction commune à Robert Pontillon et moi-même, pour dire que la machine du goulag telle qu'elle avait existé sous Staline pouvait être remise en marche.
Page 23, un texte concernant le refus d'armer la Chine a été maintenu. Inversement, l'intérêt de développer la coopération avec la Chine a été inclus dans le chapitre concernant la montée de la Chine.
Voilà, je crois, pour la partie comprendre.
Pour la partie vouloir, nous avons mentionné, page 34, première colonne, le phénomène des inégalités devant la mort, comme caractéristique de la société actuelle.
De même, toujours 34, nous avons accepté un amendement concernant les risques de l'utilisation des fichiers informatisés.
Concernant les problèmes des mœurs de la famille et du couple, à la page 42, nous avons substitué au texte que vous connaissez, le passage suivant :
"La permissivité dont se targue la société libérale avancée permet l'exploitation marchande des refoulements hérités d'une société puritaine, celle du capitalisme ancienne manière ; elle n'est pas synonyme de libération. Le Parti Socialiste ne confond pas permissivité et libération.:. etc.
Une suppression est intervenue concernant la définition de la santé, toujours à la page 42, 3ème paragraphe.
Au 5ème paragraphe, nous indiquons, dans une nouvelle version : "La famille joue dans la société un rôle fondamental Ce texte se substitue à celui que vous connaissez.
Je passe sur les corrections de forme qui figurent dans la nouvelle version.
Page 43, figure un amendement concernant la reconnaissance sociale de la valeur du travail domestique, qui ne veut pas dire son intégration dans le circuit marchand. Cette intégration ne saurait se faire par le moyen du salaire maternel ou de quelque salaire que ce soit.
Toujours page 43, la formulation concernant la famille a été nuancée : "Si, dans les possibilités d'épanouissement de la vie personnelle, le Parti Socialiste considère que la famille joue un rôle très important, il reconnaît bien sûr qu'il existe d'autres formes de vie privée". Voilà pour la partie vouloir.
Je suis passé sur une bonne quinzaines d'amendements qui sont vraiment des amendements de forme.
J'en viens maintenant à la partie AGIR, et à la première priorité de la partie

Fondation Jean Jaurès

AGIR : la croissance sociale et le droit à l'emploi.
Un amendement tendant à indiquer une fourchette de la réduction des inégalités a été repoussé.
Par contre un amendement a été accepté indiquant que la réduction à terme du travail posté était dans nos objectifs, cela page 50.
Page 51 un amendement tendant à supprimer toute référence chiffrée quant à la part du commerce extérieur dans la production a été repoussé. Le texte est donc maintenu.
Enfin un amendement de Robert Chapuis qui visait à la suppression de la motion de croissance forte a également été repoussé.
Par contre un amendement sur le Plan, démocratiquement débattu, et cela a été développé, a été accepté.
Concernant les problèmes de l'énergie, je vous l'ai déjà dit tout à l'heure, 3 options seront tout à l'heure soumise au vote, elles seront défendues par 3 rapporteurs, je n'insiste pas.
D'autres amendements très importants ont été intégrés au texte.
L'amendement de la Commission nationale agricole sur les problèmes de l'agriculture a été retenu sous bénéfice de réécriture par la Commission de mise en forme, de même un amendement sur les petites et moyennes entreprises et les problèmes de l'artisanat, amendement d'environ une page.
Egalement un amendement concernant les droits des femmes et la prise en compte de la notion de plein emploi, étant donné que les femmes sont particulièrement touchées par les problèmes du chômage, sera intégré dans le texte final à partir d'une réaction qui figurait dans le manifeste sur le Droit des Femmes.
A la formulation concernant l'organisation de la mobilité de l'emploi a été substitué une autre formulation concernant l'organisation de la sécurité de l'emploi.
Voilà, je crois n'avoir pas oublié grand chose... si, un amendement sur les problèmes de la recherche. Les problèmes de la recherche seront également approfondis dans le cadre de cette remise en forme. Je ne développe pas, si vous voulez, les points, étant donné l'heure tardive. L'amendement dans sa signification a été accepté à l'unanimité.
Voilà, chers camarades, j'ai été aussi bref que possible.
Je voudrais quand même vous dire ma satisfaction que nous soyons arrivés au terme de ce débat démocratique, satisfaction qui procède d'un sentiment que, je crois, nous sommes nombreux à éprouver, que le projet Socialiste sera effectivement un texte marquant dans la vie de notre Parti, un texte de référence, un instrument de lutte et de combat dans les mois et dans les années qui viennent.
Je passe maintenant la parole au rapporteur du texte sur l'énergie, puis à Pierre Bérégovoy qui, avant de rapporter sur la deuxième partie, vous présentera l'une des formulations concernant la page 9. (Applaudissements)
Je m'excuse, je passe la parole à Pierre Bérégovoy.

Collection Jean-Jaurès

Le président - La parole est à Pierre Bérégovoy.

Pierre Bérégovoy

Chers camarades, voici donc le grand moment, l'amendement de la page 9, qui a occupé les militants et les fédérations du Parti, et que je vous présente, non pas contradictoirement, avec la suppression qui fut demandée, mais avec une nouvelle rédaction qui sera proposée par notre camarade Pierre Ury.

Je vous rappelle brièvement les faits. Nous avion considéré, à la Commission du projet, que les idées avaient une histoire et qu'il était bon par conséquent d'éclairer cette histoire en tenant compte des acquis historiques du Socialisme et de l'émergence d'idées nouvelles qui venaient enrichir notre patrimoine commun.

En Commission du projet, longue discussion, et également à un Bureau Exécutif, et j'y ai contribué avec Pierre Mauroy et Roger Fajardie, nous sommes arrivés à l'accord que vous savez.

A été maintenu à ce moment-là un amendement demandant ou la suppression ou la profonde modification du texte.

Voilà les faits. Le fond, vous le connaissez, aussi je l'ai résumé d'une phrase : nous considérons en effet que les idées nouvelles qui ont émergé notamment en mai 1968, mais que l'on observe quotidiennement dans la vie du mouvement Socialiste et du mouvement ouvrier, doivent enrichir notre patrimoine commun, sans se substituer à ce patrimoine. C'était cela l'essentiel et je crois que nous avons eu raison de faire porter le débat sur cette question.

camarades, J'ai au hasard d'une lecture découvert dans un discours cette phrase : "Ces excès de la société quantitative ont appelé un mouvement de rejet, mai 68 en France, le mouvement aux Etats-Unis en particulier et à la naissance de nouvelles valeurs culturelles, la qualité de la vie, le respect de l'environnement, l'écologie, le rejet des grands outils, la création artistique, le sens de la mesure et la nature du temps"

Cette phrase qui a une connotation qui pourrait être sensible à nos oreilles et qui a été prononcée par le Président de la République Valéry Giscard d'Estaing le 23 septembre 1979, signifie simplement que les valeurs de mai 68 peuvent être récupérées quant elles ne viennent pas enrichir la mémoire historique du Socialisme. (Applaudissements)

C'est donc la raison pour laquelle nous avons tenu à défendre le texte que nous avions rédigé, déjà amélioré d'ailleurs dans sa version proposée au vote des militants, mais qui naturellement était perfectible, et nous avions bien remarqué qu'un certain nombre de camarades estimaient qu'il fallait que des modifications de forme lui soient apportées.

Nous avons tenu compte de cette volonté exprimée dans de nombreuses fédérations, y compris sous des formes diverses, les uns votant sous réserve de modifications de forme, parfois des camarades s'abstenant et il appartient par conséquent maintenant aux délégués des fédérations d'apprécier notre texte en tenant compte des modifications qui ont été apportées.

Camarades, vous l'avez sous les yeux et je vais attirer votre attention sur ces

modifications.
Il s'agit de l'alinéa A de la page 9.
Première modification : nous disions "La Gironde face à la Montage et à la Vendée dressée contre la Convention..." nous disons : "... la pensée traditionaliste, par exemple celle de Bonald et de Maistre, contre la pensée révolutionnaire" nous disons : "...la pensée cléricale guerroyant tout au long du 19ème siècle contre le progrès, la science et les valeurs de l'école républicaine.
Quant à Tocqueville, qui a si souvent été cité; et parfois mal, nous disons qu'il a "mis en lumière la fonction stabilisatrice aux Etats-Unis des "associations" à l'usage d'une société française selon lui menacée par l'égalitarisme"et nous donnons cette appréciation à Tocqueville, et non pas un jugement global.
Et enfin lorsque nous déclarons : "Maurras opposant la France profonde, celle des métiers, des corporations et des régions chantées par les félibres, bref le pays réel, au pays légal, celui des notables issus du suffrage universel ; Barrès découvrant au pied de la "colline inspirée" les vertus de l'enracinement, Pétain enfin prônant le retour à la terre qui seule ne ment pas, avaient ainsi modelé, plus – "c'est un rajout " que l'industrialisme d'une fraction de la bourgeoisie ou le centraliste napoléonien, le paysage mental traditionnel de la Droite française"
Voilà les modifications, déjà significatives. Mais, pour que les choses soient très claires, nous ajoutons à la fin, la phrase suivante :
"La lutte des classes n'a pas commencé en mai 68; elle ne s'est pas terminée en mars 1978" exprimant dans ce raccourci toute notre pensée. (Applaudissements)
Mais je reconnais, camarades, que cela ne pouvait peut-être pas suffire, quand il y a une interrogation il faut s'efforcer d'y répondre et, dans le paragraphe B) qui n'était lui l'objet d'aucune demande de modification, nous avons ajouté ceci : "L'affleurement de ces thèmes à la conscience Socialiste, est éminemment positif, il y a là un enrichissement de l'approche traditionnelle de la Gauche, dont collectivement nous pouvons être fiers" la Parti Socialiste intègre ces thèmes a son combat"... c'est cela le rajout : "...le Parti Socialiste intègre ces thèmes à son combat, il renforce sa démarche sans se substituer à l'essentiel, la rupture avec le système capitaliste et la transformation réelle des structures de la société, ces idées là sont les seules que la Droite ne puisse récupérer, puisqu'elles visent à détruire ses propres fondations",
Voilà maintenant qui me paraît parfaitement clair.
Je sais bien, mes chers camarades, que puisqu'un texte est présenté, vous l'avez lu, il ne reprend pas deux ou trois des idées essentielles que nous avons exprimées, et pourtant il reprend beaucoup de choses qui avaient été dites. On a ouvert un grand débat et, au moment où celui-ci doit être conclu devant vous, on se demande encore si, de la part de ceux qui l'avaient ouvert et avec talent, ils ont encore l'intention de le mener à rien.
Alors, de deux choses l'une ou bien le texte que propose Pierre Ury, qu'il va vous proposer, et que vous avez, est léger, il a par conséquent peu d'importance, et s'il a peu d'importance comment peuvent le voter ceux qui demandaient une profonde modification ? Ou bien il a une grande importance, que nous ne percevons peut-être pas toujours, et alors pourquoi nous dit-on que l'accord

entre les uns et les autres était possible ?
Je crois qu'il ne faut pas masquer, et c'est la grandeur de notre Parti, les divergences, il y a eu un débat, ce débat a été mené parfois avec passion, on a voulu opposer mai 1968 aux autres courants du mouvement Socialiste, cette opposition nous ne l'acceptons pas, mais nous disons... (applaudissements)... camarades, l'histoire du mouvement Socialiste n'a pas commencé en mai 1968, que toutes les pensées, que tous les tempéraments, que tous les courants se rassemblent dans le Parti, mais l'un ne doit pas être le propriétaire de l'avenir, nous en sommes tous dépositaires. (Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Ury, ensuite de la Fournière.

Pierre Ury

Mes camarades, j'ai la charge de rapporter devant vous sur un texte dont l'ambition était de faire l'unanimité. Ce texte, d'où est-il né ?
J'appartiens à la section des écrivains, ce ne sont pas des gros bataillons, nais ce ne sont pas seulement non plus, des romanciers ou des poètes, ce sont aussi des historiens et des spécialistes des idées politiques. Ils avaient dans leur majorité avant Metz, voté pour les notions A et E pour François Mitterrand et pour Jean-Pierre Chevènement. Et pourtant il n'a pas fallu l'amendement national pour attirer leur attention sur le passage contesté, pour provoquer de leur part une réaction unanime de rejet.
La première raison était politique, en attribuant à la Droite seule la paternité historique des idées sur l'autonomie, sur la régionalisation, sur le retour à la nature, le passade contesté paraissait disqualifier certains courants des Assises, en oubliant qu'à côté des penseurs de la Droite qui exploitait ces thèmes, le pouvoir était exercé par une bourgeoisie industrielle qui maintenait rigidement le centralisme napoléonien, ils étaient infidèles à l'histoire, surtout en passant par prétérition un autre héritage, celui de Jean-Jacques Rousseau et de la critique du progrès, celui de la tradition libertaire, celui de certaines composantes de la Commune de Paris, ils mutilaient la Gauche, et puis en faisant l'amalgame entre la Gironde et la Vendée, entre la Gironde et Barrès, et Maurras et Pétain, ils semaient, la confusion.
La première réaction de la section était de préférer la suppression. Mais à la différence de l'amendement national et pensant qu'elle n'aurait pas de majorité dans ce sens, elle prenait l'initiative d'une réécriture limitée à ce qui était nécessaire pour rétablir la justice et restaurer la vérité.
C'est ce texte qui a servi de base aux efforts de cette nuit.
J'ai tenté, dans un groupe de travail, de sentir ce que les uns tenaient à conserver et qui dépassait le texte des écrivains, ce que les autres critiquaient comme contraire à l'histoire.
Le texte établi, une majorité s'est ressoudée pour conserver, moyennant des modifications mineures, un texte qui a divisé le Parti.
Aujourd'hui la situation est claire : il n'y a plus de proposition de suppression, il y a une proposition concrète de réécriture limitée et de remise en ordre pour

Fondation Jean-Jaurès

éliminer les confusions et pour réintroduire le véritable héritage de la Gauche.
Tous ceux qui demandaient la suppression, tous ceux qui espéraient une réécriture, tous ceux qui se sont abstenus faute d'une rédaction satisfaisante, tous ceux qui se règlent sur leur jugement personnel plutôt que sur des mots d'ordre, peuvent maintenant se regrouper.
Je demande un vote massif en faveur d'un texte qui respecte scrupuleusement tout ce qu'il y a de juste et d'évident dans la page 9 a) du "Poing et la Rose" mais qui en élimine les scories et qui fera honneur au Socialisme. (Applaudissements)

Le président - La parole est à de la Fournière.

Michel de la Fournière

Camarades, le texte de l'amendement dont je ne sais pas s'il vous a été distribué - s'inspire à la fois des opinions de fond de nombreux de nos camarades sur le problème posé et de certains des textes adoptés par les fédérations pour se substituer, dans l'esprit des profondes modifications qu'ils souhaitaient, à la rédaction initiale. C'est pourquoi, à la Commission des résolutions, nous avons été les premiers à demander qu'un groupe de travail se réunisse, afin d'envisager s'il était possible, une fois que nous aurions pris acte des votes des militants par rapport à cet amendement, d'arriver néanmoins à une rédaction commune, au moins, donnant satisfaction à une partie des critiques que nous avions formulées sur la rédaction.
Je dois dire que, bien que s'étant déroulé dans un excellent climat, le débat sur le fond n'a abouti à rien, ou à presque rien, puisque - mon camarade et collègue Mexandeau ne m'en voudra pas de le citer -les modifications de rédaction qui nous ont été proposées tendaient à remplacer le nom de Pétain par celui de Vichy...

Jean-Pierre Chevènement - Ta demande !

Michel de la Fournière - ...ou bien à effacer Bonald et Maistre, ce dont nous étions d'ailleurs parfaitement d'accord, jugeant que le Parti avait déjà fait suffisamment de publicité à un auteur dont le souvenir a, à peu près totalement, disparu de la mémoire de tous.
Je voudrais rappeler brièvement les deux points fondamentaux pour nous, qui nous ont conduits finalement à présenter un texte contradictoire à celui de la Commission.
Le premier point concerne les références historiques.
Nous estimons que ces références historiques ne sont pas conformes à la vérité, en ce sens que les fameuses idées visées par le paragraphe, s'il est vrai qu'elles ont souvent été utilisées par une certaine droite, appartiennent tout autant à l'une des traditions historiques de la Gauche.
Quand, voici deux siècles, la monarchie absolue a été renversée, et avec elle le régime féodal dans notre pays, qui ne dira avec le poète "que si c'est la faute à

Fondation Jean-Jaurès

Voltaire, ce fut aussi la faute à Rousseau?" Et, derrière Rousseau, les premiers Socialistes français, les premières formes de groupement du mouvement ouvrier français, se sont largement inspirés des modèles d'organisation, et plus généralement d'un esprit de lutte contre des formes hiérarchiques de la société de l'Ancien Régime qui avaient été, non pas renversées, mais seulement un moment menacé.
D'autre part, nous pensons que c'est une erreur de caractériser, globalement, la Droite comme elle l'est ici. La Droite française du 19ème siècle, c'est à nos yeux la bourgeoisie industrielle, fondamentalement, et les régimes qu'elle a appuyés, ces registres ayant été constamment centralisateurs, destructeurs de la nature, gaspilleurs, et avant tout sacrifiant au culte absolu de l'Etat.
Le texte ne s'intéresse qu'à l'autre droite, celle qui était déjà battue, et il est clair que la contestation de l'Etat, de la science, de la civilisation industrielle que nous trouvons chez les auteurs justement cités par le texte du projet, ne fut pour l'aristocratie qu'un paravent grossier pour dissimuler son incapacité à s'intégrer dans le nouveau mode de production.
D'ailleurs, Je dois dire que les représentants de la majorité à ce petit groupe de rédaction ont parfaitement admis la réalité de cette argumentation, d'où l'expression qu'ils ont introduite, et qui n'était pas dans le texte primitif : "Ces idées ont composé le paysage culturel de la Droite", ce qui n'était déjà pas dire la même chose.
Camarades, je le dis en souriant, et puisque Pierre Bérégovoy vient, il y a quelques instants, de refaire cette citation - qui avait peut-être échappé à certains d'entre vous - faut-il donc ranger cette "colline inspirée" dont François Mitterrand nous dit ce matin la grandeur - ces collines, d'ailleurs devrais-je dire, me souvenant qu'il en a exalté une autre, dans une des plus belles pages de "La paille et le grain" - aux côtés des ennemis de la République ? Quelle sottise, camarades ! Au moins, sur ce point, vous en conviendrez.
Nous pourrions continuer longtemps, mais je m'arrête en précisant un fait important, et apparemment ignoré des rédacteurs de ce passage du projet Socialiste. Je le dirai d'un mot, il s'agit de la constance des positions décentralisatrices et anti-étatiques au sein du Parti républicain, tout au long, du 19ème siècle et jusqu'en gros, les années 80.
Camarades, je vous renvoie à des textes qui sont oubliés aujourd'hui, et c'est bien compréhensible. Il s'agit, notamment, du Parti Radical. Le Parti Radical, avant d'arriver au pouvoir - et c'est peut-être là un signe, camarades, en tout cas nous pouvons pour notre part nous prémunir contre ce risque-là, historique - a été un des plus déterminés, un des plus acharnés adversaires de l'Etat, parce qu'il analysait l'Etat qui était en face de lui comme ayant conservé l'essentiel des structures de l'Ancien Régime. Ceci, camarades, est une réalité, et je le dis parce qu'on substitue souvent à cette réalité des mythes et des erreurs pures et simples sur le jacobinisme.
Voilà donc le premier de nos arguments.
Il ne s'agit pas seulement, évidemment, dans l'esprit de cet amendement, de références historiques, mais il s'agit aussi - et Pierre Ury vient de le développer,

je n'insisterai donc pas - d'un problème purement politique.
Nous estimons que les thèmes en question, non seulement appartiennent pleinement aux acquis du Parti, ce que d'ailleurs le projet ne conteste pas, mais plus encore sont au cœur du renouvellement théorique et pratique de la Gauche Socialiste durant ces quinze dernières années et que, par conséquent, nous les retrouvons naturellement comme la base d'un très grand nombre de nos propositions dans de nombreux passages du texte. Ils ne sont pas des appendices de la société Socialiste ou des gadgets que l'on peut prendre ou laisser au hasard des courants ou des modes, mais ils sont des éléments fondamentaux de notre projet de société.
Dès lors, dans un passage confus et très souvent erroné, je viens de le dire, vouloir donner ces références de droite revient à les affaiblir considérablement, et c'est pourquoi nous nous sommes battus contre cette rédaction. Je ne conteste pas que des ambiguïtés peuvent exister au sujet de tel ou tel thème, mais, camarades, ces ambiguïtés existent tout autant, et de façon infiniment plus lourde, je crois, par rapport au thème qui nous est cher à tous, de la rupture avec le capitalisme. Est-il besoin de le dire, lorsqu'on constate la situation de si nombreux pays où la rupture avec le capitalisme a été effectivement réalisée et où ce qui a été construit n'a rien à voir avec le Socialisme ?
Camarades, j'en arrive à ma conclusion.
Au point où nous en sommes de ce débat, je fais donc, comme le précédent orateur, un dernier appel à la majorité. Le projet Socialiste est là, il a été largement amélioré. Voilà une heure et demi à peine, sur un point important et sur lequel nous avions primitivement maintenu un amendement, l'entente s'est faite. Si l'entente était complète sur le projet, comment ne pas voir que ce projet en serait automatiquement plus fat ?
Camarades, délégués, vous agirez bien entendu selon votre conscience. Quant à nous, comment ne pas porter un jugement global sur un texte et reconnaître par-là même les acquis de notre Parti qu'il reprend, les avancées qu'il introduit, et constater qu'il peut constituer, à côté d'autres outils, un outil extrêmement important dans nos combats futurs ?
Tel est, en réalité, le problème central, et c'est pourquoi, après avoir appelé les délégués à voter cet amendement, j'ajoute que, pour ma part, et tout en comprenant les raisons des camarades tenus par des mandats - ils s'abstiendront sur le texte au cas où l'amendement ne serait pas retenu - je déclare à cette Convention que je voterai le projet Socialiste et je souhaite, en tout état de cause, qu'un très large rassemblement s'opère autour de ce projet, (applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Mexandeau, deux minutes, comme orateur contre.

Louis Mexandeau

Je voulais dire aux camarades que j'ai été très surpris par l'intervention précédente.

Je n'entrerai pas, bien que connaissant un peu la question dans le débat du 19ème siècle, mais prétendre, par exemple, qu'une certaine bourgeoisie ou une certaine droite, était battue alors que nous revendiquons tout l'héritage du combat républicain, du temps de l'affaire Dreyfus, un peu avant et un peu après, c'est peut-être aller vite en besogne !
Pourquoi est-ce que j'interviens ? Parce que j'appartiens à une de ces fédérations où il y a eu des demandes de modifications, et des propositions de modifications, à cause de rédactions qui n'étaient pas toujours parfaites, et cela a rejoint effectivement le sentiment d'un certain nombre de nos camarades. Seulement, notre souci était de ne pas changer le fond du débat, celui historique qui, à mon avis, est posé en termes très clairs, alors que je l'ai entendu déformer hier lorsque, par exemple, on assimile sommairement les Jacobins, ceux qui ont fait la Constitution l'a plus décentralisatrice de France en 1793, à d'acharnés centralisateurs ! Je ne relève que cette erreur, mais il y en a eu bien d'autres.
Nous avons donc obtenu, et j'en suis satisfait, des améliorations qui sont significatives et qui, je crois, devraient, chez les camarades qui pouvaient se poser des questions, lever toutes les interrogations… sauf une, parce que certains camardes ont dit ceci ! Mais, s'il y avait autre chose, pourquoi cet acharnement sur cette page 9, autour de laquelle, normalement, s'il y avait pas de problème, comme on l'a dit, on ne devrait pas s'attarder si longtemps ?
Il y a eu donc cette reprise dans le texte - c'est aussi un amendement qui a été accepté par la Commission des résolutions - de la 2ème page, qui est celle-ci : "Le Parti Socialiste intègre ces thèmes à son combat, ils renforcent sa démarche sans se substituer à l'essentiel, la rupture avec le système capitaliste et la transformation réelle des structures de la société ; ces idées-là sont les seules que la Droite ne puisse récupérer, puisqu'elles visent à détruire ses propres fondations."
Ces quelques lignes, c'était en quelque sorte, si vous voulez, l'éclairage ou la clef, pour nous, de tout l'ensemble. Or, je dois le dire, nous avons constaté qu'en Commission des résolutions, Michel de la Fournière, ce texte-là, tu ne l'as pas voté ! Eh bien, pour nous, c'est significatif.
Nous avons pensé qu'effectivement ce n'était pas des amendements pour la pureté grammaticale, ni l'élégance dont se réclamait Ury, que ce n'était pas non plus des amendements pour la pureté historique, mais qu'il s'agissait d'un débat politique. Le Congrès de Metz a bien eu lieu, il y avait bien, effectivement, deux attitudes et deux lignes, et c'est là-dessus que la Convention doit choisir, (applaudissements)

Le président - Nous allons procéder à un vote par mandats, camarades, pour ou contre l'amendement.
Je demande aux services du Parti de bien vouloir faire procéder à l'appel. Pour qu'il n'y ait pas de confusion, nous voterons pour le texte Bérégovoy ou pour le texte Ury, abstentions et refus de vote, bien sûr. Vous répondrez "Bérégovoy", "Ury", "abstention" ou "refus de vote.

(Louis Mermaz remplace Gaston Defferre à la présidence)

Le président (Louis Mermaz)

Le mandataire de chaque fédération doit venir à la tribune et voter.
(Il est procédé au vote par appel des fédérations)

Le président - Nous engageons le débat sur l'énergie. Paul Quilès à la parole.

Paul Quilès

Chers camarades, nous allons revenir à des questions d'un ordre un petit peu différent, nous allons parler des options énergie.
Je ne suis pas sûr que tous les camarades soient très disposés à entendre parler d'énergie, après cette débauche d'énergie à laquelle nous avons assisté...

Le président - Si tu veux qu'on t'écoute, il faut que tu parles.

Paul Quilès - Suite à mon intervention d'hier sur l'option 1, suite au forum qui s'est déroulé hier soir parti sur ce sujet et suite à la Commission des résolutions qui s'est saisie du problème de l'énergie, il est apparu qu'une synthèse était impossible entre l'option 1 et l'option 2.
Un certain nombre de camarades ont souhaité que l'option 1 soit amendée: pour tenir compte des sensibilités qui se sont manifestées chez certains camarades qui ont voté pour l'option 1 et chez les camarades qui n'ont voté ni l'option 1 ni l'option 2.
L'objet de cet amendement c'est, d'une part d'apporter une précision, en ce sens que le nucléaire doit clairement apparaître comme une énergie de bouclage, dont l'intensité sera fonction des efforts faite dans les économies d'énergie, dans le développement des énergies nouvelles, dans la diversification des sources d'approvisionnement, et je pense notamment au charbon, pour lequel il y a eu un amendement adopté par ailleurs, qui précise la nécessité de développer le prospection et de reprendre l'exploitation de certaines mines en cours d'abandon.
L'objet de l'amendement est également de supprimer toutes références chiffrées, dont certains camarades ont pensé à juste titre, qu'elles apporteraient plue d'ambiguïté que de précisions.
Je vous lis cet amendement afin que les choses soient bien claires - il s'agit de le page 57 :
- Option 1, 2 paragraphes avant la fin, après la phrase qui se termine par : "...en attendant que le solaire puisse prendre le relais", rajouter le texte que je vous lis !
"Dans l'état actuel des estimations, une légère augmentation du nucléaire pendant quelques années après la venue de la Gauche au pouvoir serait probablement nécessaire. Cette augmentation, qui devra faire l'objet d'un débat démocratique avec l'information nécessaire, serait d'autant plus faible que des

Fondation Jean-Jaurès

efforts importants auront été faits pour accentuer les économies d'énergie renouvelable.
"La mise en oeuvre des surrégénérateurs, seul moyen d'assurer un développement importent du nucléaire, n'apparaît plus alors nécessaire Il faut être conscient que les surrégénérateurs engageraient des choix à long terme (30 à 50 ans) particulièrement hasardeux, compte tenu des incertitudes encore grandes concernant leur sûreté, le retraitement des produits irradiés et le prix de l'électricité qu'ils fourniraient. Dans ces conditions, la position prise par le Parti jusqu'ici, c'est-à-dire le moratoire, est tout à fait fondée.
Ensuite on reprend la deuxième colonne je vous lis les trois premières lignée : "Une autre politique est possible c'est celle que nous préconisons dans les trois axes définis ci-dessus (économies d'énergie, diversification des approvisionnements et développement des énergies renouvelables) et l'on fait disparaître les 8 à 10 lignes concernant le chiffrage, c'est-à-dire depuis "un tel choix » " jusqu'à "dès le début du siècle prochain".
Voilà, chers camarades l'amendement que je propose à l'option n° 1.
Il est évident et je veux répondre à plusieurs interrogations qui ont été formulées notamment au cours du forum d'hier que le débat n'est pas fini mais il est évident que nous ne devons pas sortir de cette Convention après le débat qui s'est déroulé dans les sections, les fédérations ici même sans un texte clair. Il serait catastrophique que nous terminions cette Convention avec un texte nègre-blanc.
Je crois que le texte de l'option 1. amendé comme je viens de vous le proposer correspond à la sensibilité d'un grand nombre de camarades et qu'en tout état de cause, c'est une politique responsable et correspondant bien aux idées des Socialistes.
Je voudrais signaler qu'à ma demande la Commission des résolutions a accepté, a autorisé les camarades qui avaient défendu diverses options, notamment l'option 3 à la présenter devant la Convention s'ils le souhaitaient et il y aura tout à l'heure un intervenant pour l'option 2 et 3, Richard, Fourrière, Moret.
Voilà ce que je voulais dire. Je pense que l'amendement que j'ai présenté à l'option 1 permettra de résoudre à bon nombre des arguments échangés au cours de ces débats.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Coffineau, pour l'option 2.

Michel Coffineau

En fait, pour l'ensemble du débat des militants, il n'y a eu que 2 options qui ont été présentées et débattues par tous les militants, puisqu'elles figuraient dans le Poing et la Rose.
Ces textes ont suscité, vous le savez, nous le savons aussi, des débats importants, passionnés, et qui ne regroupent pas précisément le courant du Parti, je dirai même, que ces débats prouvent aussi des arguments contradictoires pour chacun d'entre nous au niveau de la réflexion.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Vous savez aussi, nous le savons tous, que notre responsabilité politique ne consiste pas d'abord à avoir des élans passionnés, mais bien à faire des choix entre les avantages et les inconvénients, après avoir recueilli des informations et posé tous les arguments.
Lorsque je dis que le débat a au lieu entre l'option 1 et l'option 2 particulièrement, c'est parce qu'elles se situent toutes deux dans la logique d'ensemble du projet, même si l'une, l'option 1, n'en assume pas toutes les conséquences et je vais y revenir.
Auparavant, je voudrais juste dire un mot sur l'option 3 ou sur ce que je connais de l'option 3, Je n'en dirai pas grand chose, sinon qu'à mon avis, elle ne se situe pas dans le logique d'ensemble du projet, puisqu'elle part d'un postulat non nucléaire, qu'elle se voile les yeux sur les conséquences de ce postulat, en terme de crédibilité économique, en terme de croissance, on terme de niveau dd vie, c'est à dire sur les possibilités réelles d'améliorations substantielles de la situation des travailleurs.
Si la discussion a été vive entre les deux options, elle a suscité quelques faux débats.
S'agissait-il d'un débat entre pro-nucléaires et antinucléaire ?
Pro-nucléaires.. Vous savez, les acharnés pour la mise en place d'énormes poudrières qui feraient prendre des risques fantastiques à l'humanité face aux plus raisonnables.. Enfin, camarades, qui soutiendrait cela ? On voudrait changer la réalité sociale et prendre le risque quasi certain du cataclysme, alors même que nous voulons améliorer les conditions de vie ? Si tel était le cas, il faudrait vite empêcher de nuire ceux qui prendraient un tel risque !
Mais, s'il y avait un tel risque, bien des camarades l'ont souvent utilisé comme argument contre l'option 2, alors, il était aussi, bien entendu, pour l'option 1, car toutes les deux options envisagent la possibilité du nucléaire. Jusqu'où, à quel niveau, avec quels moyens techniques ? C'est là profondément la différence entre les deux options.
Nous ne devons pas oublier cependant les facteurs commun du chapitre énergétique, Voua avez dissocié les liens entre la croissance et la croissance énergétique, la croissance économique, diversifier et assurer les approvisionnements de la France, stipuler les nouvelles formes de production d'énergie... nous avons dit trois fois ce que propose le gouvernement actuel... et en fonction de tout cela, la nécessité du nucléaire... et puis, bien entendu, l'abrogation du programme gouvernemental actuel, et enfin, après une information approfondie, le référendum... Tout cela est un facteur commun dans la proposition d'ensemble énergétique.
Alors, lorsqu'on a dit tout cela, on regarde effectivement à quel niveau le nucléaire est nécessaire pour assurer nos objectifs.
L'option 1 propose de limiter en quantité l'énergie nucléaire et de fermer la voie à une technique qui assure bien des avantages, notamment en termes d'indépendance, c'est-à-dire les surrégénérateurs.
L'option 2, au contraire, propose de ne boucher aucun horizon, en termes de nucléaire, afin de laisser ouverte la possibilité des moyens énergétiques

Collection Jean-Jaurès

permettant d'assurer réellement notre politique, et nous le disons dans l'option, nous le redisons très clairement, en attendant le relais des énergies nouvelles.
Il nous apparaît d'ailleurs nécessaire, à la demande d'un certain nombre de camarades, d'apporter une précision. Lee rédacteurs de cette option, à un endroit où nous disons que l'effort de recherche vers d'autres formes d'énergie
- c'est dans la 1ère colonne - doit être puissamment accéléré
- nous les citons -, rajoutent ensuite : "Néanmoins, il faut le dire, parce que c'est la vérité, cet effort, pour les énergies nouvelles, ne permettra pas d'assurer d'ici l'an 2.000 la substitution des énergies nouvelles au programme nucléaire en cours" « Nous proposons de rajouter : " qui constitue ainsi le moyen de bilan énergétique pour cette période, ce qui signifie que nous disons ; c'est une énergie nucléaire de substitution d'ici l'an 2.000, après elle se substituera, elle devra diminuer au profit des énergies nouvelles.
Sur notre option 2, vous le savez, nous le savons aussi, la consultation des militants n'a pas permis d'emporter la majorité, elle n'a recueilli, au calcul qui a été fait, qu'un peu moins de 18%. Alors, comme il est de règle, une synthèse a donc été recherchée à la Commission des résolutions. Paul Quilès vient de vous dire qu'elle n'a pas été possible, elle a pourtant été très proche, et nous y étions presque parvenus. Il a fallu sans doute un certain nombre de considérations dues aux circonstances, peut-être à tous ceux qui s'étaient prononcés sur l'option 1, pour que nous n'ayons pas pu parvenir à un texte commun, et donc les deux options, l'option 3 qui va être présentée ensuite, sont présentées au vote. L'option 1 a été modifiée, il est vrai, et il disparaît notamment un chiffrage qui nous enfermait, alors que personne ne peut dire d'avance si ce niveau proposé, de développement nucléaire par tranches annuelles, aurait été suffisant. C'est donc une bonne chose il est vrai. Mais trop d'incertitudes demeurent pour qu'elle puisse nous assurer réellement les moyens de notre politique.
Camarades, après des débats aussi importants, adoptant un texte d'une grande rigueur dans la pensée, je vous demande d'aller jusqu'au bout de nette rigueur et de cette cohérence.
Bien sûr, il y a des risques, des dangers, ils sont réels, et nous l'avons dit dans l'option 2 qu'ils étaient réels, mais alors, disons en même temps - et nous le disons, il faut prendre tous les moyens pour mieux maîtriser cette technologie, les fantastiques progrès de la science - et pourtant, ils sont très mal assurés par le système capitaliste actuel, avec peu de moyens pour la recherche -. Est-ce que malgré tout, lorsque nous constatons ces possibilités de la science, nous ne pouvons pas nous engager à prendre toutes les dispositions nécessaires pour la maîtrise totale du nucléaire ? Nous le faisons clairement dans notre option, et c'est de bon sens. Nous refusons tout aussi clairement, et nous vous demandons de le refuser politiquement, de nous laisser entraîner dans la psychose à une grande peur irraisonnée et irrationnelle.
Rigueur, responsabilité, démocratie, nous serons intraitables sur la consultation de l'ensemble des Français, sur le contrôle démocratique, sur le délai, sur l'ensemble des délais.
Le débat n'est pas terminé, et sur ce point je serai d'accord avec Paul Quilès, il

faut bien un texte qui soit précis. Nous vous demandons de prendre en compte le texte 2 qui a une bien plus grande cohérence avec l'ensemble du projet, mais cela signifie aussi qu'il faut continuer à approfondir l'ensemble de nos réflexions sur l'énergie.
Camarades, le vote de l'option 2 donne toute sa cohérence à notre position sur l'énergie, elle parachève l'ensemble de notre projet Je vous demande de le voter.

Le président - Nous avons maintenant trois camarades inscrits sur l'option 3. Je leur demande vraiment d'être concis parce qu'il va falloir bientôt penser aux problèmes de trains, et il ne faut pas terminer le Congrès à 50 personnes. La parole est à Courrière.

Raymond Courrière

En trois minutes, pour dire que si on m'a demandé d'intervenir dans ce débat c'est, d'une part, parce que la fédération de l'Aude, que je représente, a voté cette option 3 à 86% des voix, mais qu'elle a par ailleurs voté à 94% le projet Socialiste, et que sur ces 94%, 80% ont surtout pour but de témoigner et de renouveler l'adhésion de la fédération Socialiste de l'Aude à la ligne d'Epinay, et par-dessus le marché à adresser toute sa confiance à François Mitterrand pour continuer sa tâche à la tête du Parti Socialiste. Je tiens encore à venir témoigner que dans l'option 3 il n'y a aucune manœuvre et aucune arrière-pensée, il n'y a pas de courant organisé derrière l'option 3, mais simplement la volonté de nombreux camarades de témoigner qu'il existe dans le Parti, comme dans l'ensemble de l'opinion, un certain nombre de citoyens, nombreux, qui souhaitent refuser le nucléaire, tout en ne refusant pas la croissance. Pour nous, nous considérons que la croissance peut continuer sans faire appel au nucléaire
Et qu'il soit bien entendu que nous ne sommes ni des rêveurs, ni des partisans de la croissance zéro. Pour nous, donc, c'est clair : croissance, oui, nucléaire, non dans l'état actuel des choses.
Nous pouvons regretter qu'il y ait eu quelque méfiance à l'égard de cette option, regretter aussi qu'on ait présenté cette option comme le fruit de je ne sais quelle machination contre la direction du Parti. Il n'en est rien, nous n'avons pas pu parvenir à un accord complet avec la première mouture de Quilès. Ce que nous voulons c'est que ce texte soit considéré aujourd'hui, non pas comme une fin mais comme un début, qu'un grand débat à l'Intérieur de toutes les fédérations intervienne sur ce grave problème du nucléaire et que dans une Convention spécialement prévue pour cela le Parti Socialiste se détermine, comme dans le nucléaire bien sûr, mais dans tous les cas, sur des options beaucoup plus claires, sur, d'une part, la croissance, et d'autre part, les problèmes de l'énergie.

Le président - Sur l'option 3, est-ce qu'il y a d'autres intervenants ?
La parole est à Richard.

Fondation Jean Jaurès

Alain Richard

Très brièvement, je voudrais rappeler que cette option 3 est apparue dans un certain nombre de fédérations où des luttes, des actions militantes, s'étaient développées avec plus d'intensité qu'ailleurs en raison généralement du contexte départemental qui mettait en présence les militants avec la menace d'une centrale nucléaire. C'est une opération qui relève de fédérations où les camarades ne se connaissaient pas, des camarades de courants politiques différents, ce qui a entraîné entre autre conséquence qu'il n'y avait évidemment pas derrière, de logistique de courants et que par conséquent la diffusion dans l'ensemble des fédérations de cette option a été très incomplète.

Il reste pourtant trois constats politiques qu'on peut faire et qui, je crois, mettent tout le monde d'accord.

Le Parti Socialiste est aujourd'hui le seul grand parti où se déroule un débat démocratique pouvant aboutir à la remise en cause du programme "tout nucléaire" engagé par Pompidou et poursuivi par Giscard.

Le Parti Socialiste connaît, dans toutes ses fédérations, un important mouvement militant dans tous les courants politiques, qui est favorable à une politique énergétique non nucléaire.

Et enfin, ce mouvement présent dans le Parti Socialiste, est la seule expression politique, dans les grands partis de ce pays, d'un vaste courant d'opinion populaire, dont chacun peut rassurer la présence dans de nombreuses manifestations où se retrouvent des tas de gens qui ne sont pas des militants Socialistes et ne sont même pas des militants du tout mais qui représentent un mouvement profond de la population qui remet en cause la politique énergétique du capitalisme français, basé sur la recherche du profit et la centralisation par grandes unités de production, qui n'accepte pas l'existence, à la fois, le risques de graves accidents nucléaires et d'un appareil de surveillance et de répression de plus en plus envahissant. Ce mouvement populaire, abandonné aux pressions politiques, il n'y a que dans le Parti Socialiste que l'on peut l'appliquer, et c'est notre responsabilité à tous. L'option 3, Je la résume brièvement, pour faire face à cette responsabilité, dit "que les Socialistes veulent une politique énergétique qui dépende du choix de société et non pas une politique énergétique qui impose un choix de société centralisée, gaspilleuse et orientée vers le profit". Les Socialistes se doivent de marquer une rupture avec le nucléaire qui implique, certes, un nouveau style de vie et de consommation, mais ils refusent de lier automatiquement un accroissement, une croissance économique numériquement fixée et un accroissement de la consommation d'énergie, d'autant qu'une consommation accrue, dans le contexte actuel, ne signifie aucunement une vie améliorée.

Le point de césure avec l'option 1 justifie, en Commission des résolutions, qu'il n'y ait pas eu de compromis et que cette option reste ouverte aux militants, c'est que, dès notre arrivée au Pouvoir, il est demandé que le Parti Socialiste prenne l'engagement de ne pas augmenter le parc des centrales, donc qu'il y ait un butoir prévu pour la stabilisation du programme nucléaire dès l'arrivée au pouvoir.

Fondation Jean-Jaurès

Cette option n'a pas été discutée dans toutes les fédérations, mais la préoccupation d'une autre politique énergétique refusant la dépendance du nucléaire pour remplacer la dépendance pétrolière s'est exprimée partout sous forme d'amendements, sous forme de contestations de l'option I, ou sous forme de refus de vote
Nous demandons aux représentants de toutes les fédérations de réfléchir à l'attribution de leurs mandats sur ce point car nous savons que dans toutes les fédérations, y compris dans celles qui n'ont pas eu connaissance de l'option 3, il y a de nombreux camarades à ne se reconnaître, ni dans l'option 1 ni dans l'option 2, qui acceptent le fait acquis de la poursuite du programme nucléaire.
Nous n'avons pas voulu faire de revirement tactique en Commission des résolutions, et nous n'avons pas transformé l'option 3 en un amendement à l'option 1, qui aurait permis de regrouper toutes ces choses éparses, tous ces votes épars.
Nous disons : il faut enregistrer la première modification de l'option 1 qui ne vise plus la poursuite du programme nucléaire après la prise du Pouvoir, on peut l'enregistrer, mais constatons qu'on peut aussi l'interpréter comment voulant dire que la poursuite du programme nucléaire après la prise du Pouvoir pourrait être plus rapide que celle qui avait été présentée aux militants dans l'option 1 du "Poing et la Rose", si on dit qu'après l'arrivée de la Gauche au pouvoir on continuait à accroître légèrement le parc des centrales nucléaires.
Il me semble que cela peut mériter, malgré ce que disait Paul Quilès, la qualification de motion nègre-blanc, et souhaitons qu'il ne s'agisse d'un nègre-blanc radioactif !
Nous demandons donc la poursuite du débat ; des précisions nécessaires ont été introduites par l'option 1 mais elles ne nous semblent pas correspondre à la préoccupation de nombreux militants d'arrêter le programme nucléaire à l'arrivée de la Gauche au pouvoir. Le projet ne peut pas tout fixer, il doit donc y avoir une poursuite du débat. Plusieurs fédérations ont demandé qu'une nouvelle Convention ait lieu spécifiquement sur les problèmes de l'énergie pour tirer les leçons de la période que nous venons de connaître qui appelle nécessairement une révision des choix politiques antérieurs pour toutes les organisations politiques.
Il me semble que la Convention actuelle n'a pas, bien sûr, à se prononcer sur ce point, mais qu'en tout cas elle doit exprimer pour l'option 3 sa volonté de maintenir le débat ouvert sur une croissance non nucléaire.
Ce que nous vous demandons ce n'est pas de créer une opposition entre 2 lignes, une pro et une antinucléaire pour apporter à chacun le confort de suivre une ligne toute faite, nous ne voulons pas non plus user d'une peur irrationnelle par rapport à des problèmes qui sont des problèmes de choix économique et de société.

Le président - Termine, Richard.

Alain Richard - Nous voulons organiser une interrogation en profondeur dans le

Parti sur l'énergie nécessaire à une société qui veut changer radicalement ses rapports sociaux et ses activités de production. Nous disons qu'une telle société ne peut pas conserver le mode de production d'énergie qui avait été voulu par la société antérieure et cette interrogation nous oblige, à conserver à l'esprit une réalité de base qui, je crois, dépasse tous les courants dans le Parti : La terre est notre héritage, nous devons la transmettre à ceux qui nous suivrons, de préférence en état de marche (applaudissements)

Le président - La parole est à Moret.

Moret

Les résultats de votes des sections et fédérations en matière des amendements non nucléaires - je rappelle qu'il y a eu plusieurs centaines d'amendements proposés dans les sections et fédérations - sont remontés pour une partie au niveau national et démontrent la justesse de l'analyse visant une autre politique énergétique malgré les blocages administratifs rencontrés dans certaines fédérations.

Que l'on se souvienne, que ces amendements non nucléaires proviennent de nombreux militants de la totalité des courants, c'est très important. Malgré l'élimination des votes n'atteignant pas ou frisant les 50% des voix dans les sections, la proposition d'option n°3 est majoritaire dans les faits dans de nombreux endroits notant que dans de très nombreuses sections, les militants en premier lieu, vote sur l'option 1, un moindre mal par rapport à l'option 2, non pas engagés en direct sur l'énergie mais ont voté contre quelque chose. S'il n'est pas possible techniquement de faire prendre en Commission le projet dans la motion d'option 3, certains peuvent le faire et les rendre exploitables sans faire appel à le recherche et à l'expérimentation ; elles débouchent, non seulement sur une part importante de l'indépendance énergétique, mais également sur la diversification des sources d'énergie, conformément au bon usage des énergies, sur le redéploiement industriel et agricole local, car non seulement ces énergies ne sont récupérables que localement, mais elles nécessitent une exploitation et un usage local.

Les solutions de remplacement existent, elles sont bien là, elles n'appartiennent, ni au rêve, ni à la science fiction Les hommes capables de décider de les mettre en oeuvre sont en place dans les municipalités de gauche, seuls leur font défaut les compléments de crédits que le gouvernement actuel s'obstine à. leur refuser.

Alors, le choix est simple : la lutte des militants sur le terrain et quelque chose de très important et il faut leur fournir les éléments pour qu'il n'y ait pas deux dialogues dans le Parti, ce que dit la base, ce que souhaite la base, par rapport aux réalités économiques, par rapport aux réalités techniques et, face à cela, quelque chose qui est en contradiction, j'en veux pour preuve la pétition nationale où l'on parle d'organisation d'un débat national sur la politique de l'énergie, où on parle de la suspension de commandes nouvelles de centrales nucléaires pendant: dix-huit mois à deux ans, etc.

Le débat doit déboucher parce qu'il ne faut pas croire que cela s'arrête à une

Fondation Jean Jaurès

opposition à l'amendement à l'option 1 comme cela se fait habituellement. Ce qu'il faut c'est que sans organiser un courant, pour autant une masse très importante de militants - il faut voir les résultats des votes dans les sections, dons les fédérations où il n'y a pas eu de blocage - partir sur le terrain proposer la discussion à tout le monde et passer aux actes surtout.
Ce qui est important aussi, c'est qu'il relève de la compétence des conseillers généraux, des conseillers régionaux notamment, déjà d'entrevoir le stade suivant.
Le combat commence sur le terrain, c'est vrai, mais à partir des Élus dont nous disposons il est possible, par exemple, d'obtenir un chiffrage et un recensement des solutions locales d'utilisation d'énergie et, éventuellement, obtenir l'installation d'une industrie nouvelle de production d'énergie.

Le président - Je vais être obligé de te retirer la parole.

Alain Richard - .... les militants ont ainsi un premier élément pour commencer le dialogue, pour commencer quelque chose de nouveau.

Le président - Nous allons procéder au vote !

Jean Pierre Cot

Je voudrais faire un rappel au règlement ; en effet, je solliciterais que la Commission des mandats puisse, car nos camarades, étant donné l'heure, vont partir, donner les résultats du vote indicatif…

Le président - Tu joues au putschiste, ce n'est pas bien !

Jean Pierre Cot - … et je veux dire que dans ce vote indicatif 31%, des voix se sont portées sur l'amendement 9, pour une demande de modification et 87% contre l'amendement.
D'autre part, je dois dire que nous faisons des réserves sur la manière dont le vote s'est déroulé, celui dont on va annoncer… (Protestations diverses) les résultats, car dans un certain nombre de fédérations on substitue le résultat du Congrès de Metz... (protestation)... dans d'autres cas, on à systématiquement ramené les refus de vote et les abstentions sur la motion Bérégovoy.
J'ai le regret, camarades, alors qu'un effort considérable a été fait notamment dans la Commission des résolutions, pour arriver à un accord et pour marquer l'union du Parti autour du projet et pour les épreuves que nous avons à venir, j'ai le regret, dis-je, de présenter ces observations que j'avais le devoir de faire.

Le président - Jean Pierre Cot tu t'es livré à un numéro qui n'est pas très responsable ! (protestations)
La parole est Pierre Joxe pour donner les résultats.

Fondation Jean-Jaurès

Pierre Joxe

Chers camarades, je pense qu'avant de donner le résultat sur l'amendement, il est bon que je vous rende compte des 7 contestations qui ont été exprimées par des camarades minoritaires dans leur fédération et je pense que tout le monde se calmera quand vous saurez que sur un total de 6.488 mandats, le total des contestations porte, dans un sens et dans l'autre, sur une quinzaine de mandats !
Avant de crier "magouille", ramenons les choses à leur juste proportion : des camarades des fédérations des Alpes-Maritimes, de l'Isère, du Pas-de-Calais, de l'Essonne, des Hautes-Alpes, de l'Eure et de l'Ardèche, sont venus me voir en me disant qu'ils n'étaient pas d'accord et ils représentaient 1, 2, 3, 4 ou 5 mandats dans un sens ou dans l'autre, le cas maximum étant celui du Pas-de-Calais, 13 mandats.
J'ai répondu à ces 7 camarades que le total de leur contestation s'annulait à deux mandats près - 2 mandats dans le sens ou dans l'autre sur 6.488 - et qu'elle serait portée à la connaissance du Parti, mais que cela ne pouvait en rien changer significativement le vote. (applaudissements)
Je vous donne maintenant le résultat du vote sur les amendements et vous verrez que lui aussi est d'une stabilité sinon admirable, du moins évidente : sur 6.488 mandats, se sont portés sur l'amendement Bérégovoy 3.805 mandats, c'est-à-dire 58,6% des votants ou 62,3% des exprimés ; sur l'amendement Ury, 2.300 mandats, soit 35,4 des votants ou 37,6 des exprimés. Il y a eu 329 abstentions, soit 5,07%.
Voilà un résultat qui, je le répète, ne peut en rien être mis en cause par les contestations qui s'équilibrent à peu près de 14 mandats dans un sens et de 16 dans l'autre, venus de 7 fédérations. (Applaudissements)

Le président - Henri Prado maintenant va recueillir les résultats du vote sur les options 1, 2, 3 Programme énergétique.

(Il est procédé au vote par appel des fédérations)

Le président - Je donne la parole à Pierre Bérégovoy, pour le rapport au nom de la Commission des résolutions.

Pierre Bérégovoy

Mes chers camarades, j'ai l'intention d'être le plus concis possible, je dois rapporter sur les deuxième et troisième et quatrième priorités, et il y a eu un large accord à la Commission des résolutions, notamment pour intégrer bon nombre d'amendements qui ont été votés dans les fédérations et discutés dans les forums.
En donner la liste à l'heure où nous sommes serait long, je vais donc insister seulement sur quelques points essentiels qui peuvent vous intéresser, puisqu'il y a accord, aucun autre amendement n'a été introduit.
En ce qui concerne par exemple la décentralisation et les problèmes posés par la

situation de la Corse et son statut, un amendement a été introduit et retenu unanimement, et une résolution répondant à l'actualité nous sera soumise à l'issue du vote du projet.
En ce qui concerne les droits des travailleurs, sur la section politique d'entreprise, le mode de gestion des entreprises nationalisées, les pouvoirs des Comités d'entreprise et les droits des travailleurs dans les petites et moyennes entreprises, le texte a été enrichi très sensiblement.
En ce qui concerne tout ce qui touche aux pouvoirs des citoyens dans la cité, il y a là encore des textes importants qui ont été retenus ; un amendement avait été fait en ce qui concerne le pays, c'était un amendement exprimé par les fédérations de Bretagne. Hier soir nous n'étions pas parvenus à un accord, et maintenant, sans institutionnaliser l'échelon du pays, un accord a été réalisé entre les camarades de ces fédérations et les porte-parole de la fédération des élus.
Pour tout ce qui touche à l'école et à la culture, il y a là aussi enrichissement, de même…

Le président - Chers camarades, je voudrais vous demander un peu de silence et de vous asseoir, surtout la tribune au fond.

Pierre Bérégovoy - Je reconnais que ce sur quoi nous sommes d'accord semble moins préoccuper certains camarades que ce sur quoi nous sommes en désaccord... (Applaudissements)… personnellement je préférerais rapporter quand nous avons obtenu un accord.
Je veux dire que nous devrions tous nous dire, à ce point de mon exposé, que le travail d'élaboration du projet, d'abord les discussions dans les sections et fédérations, sur un texte comme on l'a dit, qui était riche et qui méritait une ample discussion, le travail dans les forums, tout cela a été d'excellente qualité, y compris les confrontations que nous avons eues sur tel ou tel point.
Et, puisque le président a obtenu un peu de silence dans cette salle, je voudrais dire que ce qui s'est passé tout à l'heure, je le dis avec gravité et sans aucun esprit de polémique, à l'issue du vote qui est intervenu sur l'amendement de la page 9, n'est pas satisfaisant pour l'esprit et pour l'idée que nous nous faisons de notre Parti, et je demande aux uns et aux autres de ne pas rapporter dans notre Parti des méthodes qui ont fait tant de mal ailleurs. (Applaudissements)
Camarades, croyez-moi, sur ce rappel historique qui est commun à certains d'entre nous, je pense que nous devrions être entièrement unanimes.
Je constate que je ne peux pas donner le détail de tous les amendements sur lesquels nous sommes d'accord. Je relève par exemple que nous avons également retenu une référence à la proportionnelle qui a été défendue à cette tribune par notre camarade Weil-Raynal.
Et j'en viens à ce qui a fait problème au niveau de la politique internationale, la 4eme priorité.
Vous savez que nous avions sur ce point un débat qui a porté notamment sur la phrase qui disait : "L'axe de notre sécurité et de la paix européenne passe par

Moscou..."
D'autre part certains camarades estimaient qu'il fallait actualiser notre discussion à propos des affaires de l'Afghanistan. Il y a eu débat, et il y a eu des camarades qui ont proposé à un moment donné que la phrase : "L'axe de notre sécurité et de la paix européenne passe par Moscou" qui était dans le texte, soit supprimée.
Après débat et retenant des propositions faites par le Rhône, Louis Mermaz, Gaston Defferre et après discussion avec Jean-Pierre Chevènement, nous retenons le texte suivant que je vous lis, et je ferai ensuite un bref commentaire :
Avant la phrase contestée nous écririons ceci : "La sécurité de la France réside actuellement dans les alliances qui sont les siennes, dans la recherche constante de la disparition des blocs et dans l'organisation de l'Europe des peuples. Notre sécurité et la paix européenne passent aussi par Moscou»
et ensuite les deux paragraphes qui suivent : "De surcroît... et ces convergences..." ne sont pas modifiées.
Et après « …ces convergences quelles qu'elles soient » nous aurons le texte suivant :
« Ces bases solides sont le respect (il s'agit des bases solides des relations franco-soviétiques) sans faille de la souveraineté des Etats partout dans le monde et la non intervention notamment militaire, en toutes circonstances, dans les affaires intérieures des autres Nations. Il n'y a pas de circonstances atténuantes à ce type d'intervention, en Afghanistan comme ailleurs, qui s'inscrit au contraire dans la logique des blocs et illustre les risques que celle-ci fait peser sur la paix mondiale. Les Socialistes rappellent qu'un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre."
Donc sur l'économie générale de ces problèmes un accord unanime s'est dégagé à la Commission des résolutions. Je rappelle à propos de notre sécurité, que nous restons fidèles à nos alliances tant que les blocs n'ont pas disparu, mais que nous recherchons leur disparition et que la sécurité de la France réside aussi dans l'organisation de l'Europe des peuples. Notre sécurité et la paix passent aussi par Moscou et par l'établissement de bonnes relations franco-soviétiques, mais sur les bases qui ont été définies et précisées comme je l'ai dit.
Camarades voilà un des points essentiels, pour le reste nous nous sommes mis d'accord et nous avons enrichi le projet. Je propose, une fois le projet Socialiste adopté, que la motion suivante soit mise aux voix :
"Le Bureau Exécutif du Parti est mandaté pour :
"1) Mettre en place une Commission de relecture de 5 membres composée à la proportionnelle, en vue d'intégrer au texte de projet les amendements retenus par la Convention - tout ce qui a été retenu et qui peut être l'objet d'une relecture ou d'amélioration de style, notamment pour l'intégrer au texte.
"2) Confier à un groupe de rédaction de dix membres désignés à la proportionnelle, réunis autour du Premier secrétaire et du Secrétaire aux études, auquel serait confié le soin de présenter à partir du projet Socialiste, un manifeste destiné à une large diffusion.
"3) le Bureau Exécutif serait mandaté pour transmettre aux Commissions du

Fondation Jean-Jaurès

Parti les documents issus du travail d'élaboration du projet, car il y a effectivement des travaux importants, parfois trop longs pour prendre l'allure d'amendements mais qui pourront nourrir utilement les travaux des Commissions."
Voilà un rapport succinct, qui ne résume pas la richesse très grande des débats qui ont eu lieu dans les fédérations, dans les forums et à la Commission des résolutions, mais je suis heureux de constater que, sur tous ces points, l'accord s'est fait entre les différents courants du Parti et c'est un bon moyen pour faire du projet Socialiste un bon instrument de lutte et d'action, pour mobiliser l'opinion Socialiste et pour mobiliser aussi l'opinion de gauche contre la politique de Giscard d'Estaing, et de Barre. (Applaudissements)

Le président - Merci.
Est-ce qu'il y a des explications de vote ?
Il n'y en a pas.
Il semble qu'il va m'être demandé, d'après ce qu'on nous dit, un vote par mandats sur le texte.
Vous êtes pour un vote par mandat ?
Il semble que oui. Si 10% des fédérations le demandent, c'est de droit.
Qui demande ce vote par mandat ?
Il y a les 10%.
Je vais demander à Prado de faire l'appel, on va essayer de procéder le plus rapidement possible.
Pendant que le dispositif de vote se met en place, je vous lis deux propositions de résolution que je vous demande d'écouter attentivement.
Proposition de résolution sur la Corse.
Voici la proposition qui vous est faite :
"La situation actuelle de la Corse se caractérise par une réalité économique, politique et sociale qui fait d'elle une région sous-développée.
"Dans le même temps, son identité culturelle est niée, les libertés sont atteintes et, ainsi, la démocratie politique entravée.
"Le système capitaliste, dont la seule logique est celle du profit, et le pouvoir politique de droite, centraliste et autoritaire est responsable de cette situation. Ses intérêts de classes empêchent de répondre aux besoins et aux aspirations des travailleurs, en premier lieu celle, en premier lieu celle de vivre, travailler, décider en Corse.
"Le peuple corse économiquement exploité, soumis, peut-être plus que d'autres, à l'aliénation, à l'oppression de l'idéologie dominante, parce qu'il est en train de perdre sa langue et sa culture, refuse, dans ses forces vives, la perpétuation de cet état de chose.
"La Parti Socialiste rappelle sa condamnation constante de la violence comme moyen du combat politique. Il ne reprend pas à son compte la revendication indépendantiste, mais rappelle que, dès 1976, il a déposé une proposition de loi portant statut particulier de la Corse.
« Le pouvoir giscardien, incapable, de par sa nature, de répondre aux aspirations

Fondation Jean-Jaurès

légitimes des Corses, leur a refusé la justice qu'ils réclament. Les événements de Bastelica, et leurs conséquences tragiques étaient donc, hélas, prévisibles.
"Dans cette affaire, le pouvoir porte une écrasante responsabilité.
"En effet, ses représentants ont accumulé les mesures maladroites et provocatrices, et se sont livrés à des déclarations dénuées de toute humanité.
"Le Parti Socialiste, parce qu'il recherche l'apaisement et qu'il ne saurait tolérer l'injustice, demande la suppression de la juridiction d'exception qu'est la Cour de Sûreté de l'Etat, la libération des militants Corses, arrêtés à l'occasion de ces événements et la suspension des poursuites tant que ne sera pas garantie une justice égale pour tous, le retrait du gigantesque dispositif policier répressif mis en place ces jours derniers.
"Le Parti Socialiste a déposé sur le Bureau de l'Assemblée Nationale une résolution, portant création d'une Commission d'enquête parlementaire, afin de faire toute la lumière sur ces tragiques événements et sur leurs causes directes et indirectes.
"Au-delà de ces événements, le Parti Socialiste dit aux forces vives du peuple corse qu'il n'y a pas de fatalité du sous-développement, comme il n'y a pas de fatalité du chômage, comme il n'y a pas de fatalité de la violence, comme il n'y a pas de fatalité de l'écrasement d'une identité régionale.
"Il veut rendre l'espoir à tous ceux qui cherchent, s'interrogent et qui veulent changer les choses. Il veut mener avec eux, pour eux le combat de la fin de leur exploitation et de leur aliénation. Il les appelle, et principalement la jeunesse corse et les travailleurs, à l'action politique responsable, organisée avec la Gauche, avec le Parti Socialiste, pour aboutir à la prise du pouvoir politique, seul capable de construire la Corse nouvelle dans de nouveaux espaces de liberté."
Je mets ce texte aux voix. Que ceux qui sont d'avis de l'adopter veuillent bien lever la main ?
Pas d'opposition ? Le texte est adopté à l'unanimité.
(Applaudissements)
Je suis saisi d'une proposition de résolution signée
Bernard Thareau et George Sutra :
"Considérant que notre Parti, à l'occasion de cette Convention nationale, a réaffirmé son souci de prendre en compte les problèmes agricoles de notre pays, conformément à l'important travail déjà effectué par notre Commission Nationale agricole et à la suite du mandat donné,
"la Convention décide de mandater le Comité directeur pour que l'ensemble du Parti prenne en charge la diffusion et la popularisation de nos propositions, seules capables de répondre aux questions que se posent les agriculteurs de notre pays et à leur attente,
"qu'à cet effet il sera tenu des journées nationales agricoles du Parti Socialiste, préalablement préparées par des Journées régionales."
Pas d'opposition ? Adopté.
Avant d'ouvrir les opérations de vote, je veux me faire l'interprète de tous les Membres de la Convention nationale Extraordinaire pour remercier notre

camarade, Joseph Franceschi, député-maire d'Alfortville… (vifs applaudissements), et l'équipe municipale d'Alfortville, ainsi que le personnel municipal (vifs applaudissements) qui nous ont accueillis avec tant de gentillesse et d'efficacité.
(Applaudissements)
Nous quitterons Alfortville après avoir effectué un travail fructueux et, après l'adoption du projet Socialiste, nous nous retrouverons tous, dès ce soir, dans nos fédérations, pour continuer le travail et le combat. (Applaudissements)
Le scrutin est ouvert.
(Il est procédé au vote par fédérations)

Le président - Chers camarades, quelques informations pour finir :
- Je vous demande de patienter, Paul Quilès vous dira, dans quelques instants, à la fois les résultats du vote indicatif et les résultats du vote d'ensemble que vous venez d'émettre sur le projet Socialiste.
Je veux adresser également au nom de tous, nos remerciements à la section d'Alfortville, aux militants de la section et aux militants de la fédération du Val-de-Marne qui ont accompli un travail extraordinaire d'organisation dont nous les félicitons, et j'associe à ces remerciements notre camarade, Première secrétaire : Paulette Nevoux. (Applaudissements).

Lionel Jospin

Je vous lis la motion adoptée par la Commission des résolutions, en ce qui concerne la poursuite du travail sur les problèmes du projet Socialiste. Cette motion se lit ainsi :
"Le Bureau exécutif est mandaté pour mettre en place une Commission de relecture de 5 Membres, composée à la proportionnelle, en vue d'intégrer au texte du projet les amendements retenus par la Convention,
"confier à un Groupe de rédaction de 10 membres, désignés à la proportionnelle, réunis auprès du Premier secrétaire et du Secrétaire aux études, le soin de présenter, à partir du projet Socialiste, un manifeste destiné à une large diffusion,
"Transmettre aux Commissions du Parti les documents issus du travail d'élaboration du projet ».

Le président - Je donne la parole à Paul Quilès pour l'ensemble des résultats.

Paul Quilès

Le résultat du vote final n'est pas totalement calculé, mais je vais vous donner les autres, pour ne pas vous faire attendre, ce n'est plus qu'une question de minutes.
- Résultat du vote indicatif des sections sur le projet :
6.423 mandats.
Pour : 5.316 ; soit 82,77% des votants,

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Contre : 236, soit 3,67% des votants,
Abstentions et refus de vote : 871, soit 13,56% des votants
- Sur l'amendement de la page 9 :
6.476 mandats,
Pour l'amendement : 2.010, soit 31,03% des votants,
- Pour le maintien ou une modification de forme :
3.083 mandats, soit 47,68%
- Proposition fédérale pour une réécriture du texte :
586 mandats, soit 9,04%
Abstentions et refus de vote :
797 mandats, soit 12,22%
- Sur les options énergie maintenant :
6.479 mandats
- Option 1 :
3.852 mandats, c'est-à-dire 59,45% des votants,
- Option 2,
1.141 mandats, soit 17,61%
- Divers - je veux dire un certain nombre d'autres options et propositions :
- 619 mandats, 9,55% des votants,
Abstentions : 867 mandats, soit 13,38%.
Je passe maintenant aux résultats finaux :
- Amendement de la page 9 :
6.488 mandats.
- Texte Bérégovoy :
3.805 mandats, soit 58,64% des votants.
- Texte Ury :
2.300 mandats, soit 35,45% des votants.
Abstentions : 829 mandats, soit 5,07% des mandats.
Refus de vote : 54, soit 0,83% des mandats.
Maintenant, options énergie :
- 6.486 mandats.
Option 1 : 3.864 mandats, soit 59,85% des votants,
Option 2 : 1.123 mandats, soit 27,38% des votants,
Option 3 : 951 mandats, soit 14,65% des votants,
Abstentions : 379, soit 5,76%,
Refus de vote : 146 mandats, soit 2,26%.
Je peux vous donner le pourcentage en fonction des suffrages exprimés sur les options énergie, on me l'a communiqué :
- Option 1 : 65,13% des exprimés,
- Option 2 : 18,91,
- Option 3 : 15,94,
Résultats du vote final :
- Sur 6.488 mandats :
- Pour le projet : 5.613 mandats : soit 84,97% des votants ou 96,53% des exprimés.

Collection Jean-Jaurès

(Applaudissements)
- Contre : 198 mandats, c’est-à-dire 3,05% des votants ou 3,47% des exprimés.
- 623 mandats sont portés sur l’abstention, soit 9,60% des votants,
    - 154 ont refusé de voter, soit 2,37% des votants.

Lionel Jospin

Chers camarades, des cars seront à la disposition des militants, à la sortie de la salle, et à la demande, pour les conduire vers les principales gares de Paris, notamment Austerlitz et la Gare de Lyon, et également, si c’est nécessaire, vers l’aérodrome d’Orly.
Je voudrais dire simplement, en concluant très vite, que j’ai été personnellement frappé, et j’espère que les observateurs de la presse l’ont été aussi, par la qualité des débats et du travail qui ont été fournis par le Parti, les militants d’abord, et la Convention ici, ses délégués.
Noue avons travaillé sur un projet. Nous disposons maintenant, avec le vote qui vient d’avoir lieu, du "projet Socialiste". Il nous reste tout simplement, à partir de demain à le projeter partout dans la vie. C’est à cela que je vous invite.
La Convention est close.

Coll. Fondation Jean Jaurès